

TUNISIE

Les islamistes revendiquent la tête du futur gouvernement

Le parti islamiste Ennahda, donné vainqueur de l'élection de l'Assemblée constituante dimanche en Tunisie, veut former le gouvernement d'ici un mois, a déclaré hier son chef Rached Ghannouchi, en plaçant «l'identité arabe» du pays au centre des débats à venir.

«Il est tout à fait naturel que le parti qui a obtenu la majorité dirige le gouvernement», a déclaré hier M. Ghannouchi, sur la radio Express FM. «Le gouvernement doit être composé le plus tôt possible, dans un délai qui n'excède pas un mois», a-t-il ajouté, alors que les résultats définitifs de l'élection n'ont pas encore été publiés. L'Isie, la commission électorale, n'a donné hier aucune indication sur la date de l'annonce finale. Les premiers chiffres livrés au compte-gouttes confirment cependant l'avance des islamistes, qui ont déjà annoncé au lendemain de l'élection qu'ils comptaient sur un score entre 30 et 40% dans la future Assemblée constituante. Longuement interrogé sur Express FM, M. Ghannouchi a insisté sur l'identité arabe de la Tunisie, «une affaire nationale qui concerne tout le monde, pas un seul parti».

«Notre langue, c'est la langue arabe. On est devenu franco-arabe, c'est de la pollution linguistique», a-t-il déploré, alors que le parler dialectal tunisien mélange le français et l'arabe, le français étant encore largement pratiqué depuis l'indépendance en 1956 de l'ancien protectorat. «Il faut un dialogue national sur l'éducation», a poursuivi

M. Ghannouchi, dont le parti a déjà fait comprendre qu'il souhaitait diriger ce ministère dans le futur gouvernement.

La question de l'identité arabo-musulmane des Tunisiens occupe une place importante depuis la révolution et le retour d'Ennahda sur la scène politique. «Nous avons dit aux islamistes que nous sommes attachés à notre identité arabo-musulmane mais que nous refusons l'exploitation de la religion comme moyen de dictature», a répondu en écho Moncef Marzouki, leader du parti de gauche nationaliste Congrès pour la République (CPR), engagé dans des discussions avec Ennahda. Le CPR pourrait arriver, selon les projections, deuxième dans l'Assemblée constituante de 217 élus. Les islamistes «ne sont pas le diable» et «il ne faut pas les prendre pour les talibans de la Tunisie», a souligné M. Marzouki. «Les lignes rouges, c'est encore une fois les libertés publiques, les droits de l'homme, les droits de la femme, de l'enfant et sur ça on ne pactisera jamais, jamais», a-t-il ajouté. «De son côté, la coalition de gauche du Pôle démocratique moderniste (PDM) a assuré qu'elle resterait «vigilante». «Le peuple n'a pas donné un chèque en blanc à Ennahda», a souligné



Rached Ghannouchi.

Jouneidi Abdeljawad, un des responsables d'Ettajdid, principale force du PDM. «La Constituante élue dimanche par les Tunisiens, qui votaient pour la première fois depuis la chute de Ben Ali, devra prioritairement désigner un nouveau président de la République, qui lui-même formera un nouvel exécutif jusqu'aux prochaines élections générales. «Nous sommes pour une grande alliance nationale qui aboutira à un gouvernement démocratique», a souligné M. Ghannouchi, souhaitant des discussions «avec tous ceux qui ont milité contre Ben Ali».

Interrogé sur le prochain président de la République, M. Ghannouchi, qui a déjà déclaré qu'il ne serait pas candidat, a estimé que ce poste devrait être occupé par «une personnalité qui a milité contre la dictature». Trois noms circulent dans les milieux politiques pour ce poste de président :

Mustapha Ben Jaafar, chef du parti de gauche Ettakatol, qui a déjà fait savoir qu'il était candidat, Moncef Marzouki et Ahmed Mestiri, opposant historique de Bourguiba. A Tunis, l'annonce des premiers résultats confirmant l'avance des islamistes a donné lieu à des manifestations de joie mardi soir. Mais la victoire annoncée d'Ennahda a aussi fait l'effet d'un choc dans les milieux intellectuels et laïques tunisiens. L'autre choc du scrutin du 23 octobre est la percée inattendue d'une liste que personne n'avait vue venir, «La Pétition populaire pour la justice et le développement», qui a déjà obtenu neuf sièges, selon les premiers décomptes. Elle est dirigée par Hechmi Haamdi, un riche tunisien aux appartenances politiques ambiguës, qui a fait campagne depuis Londres par le biais de sa télévision satellitaire Al Mostakilla, regardée en Tunisie.

LES CHEFS D'ÉTAT ET DE GOUVERNEMENT DE L'UNION EUROPÉENNE SONT EN CONCLAVE À BRUXELLES

Le drôle de sommet

Il y aura l'Allemagne et la France, dans un coin, les décideurs de la zone euro, en définitive. En face et en chiens de faïence, les autres membres de la monnaie unique mais qui comptent pour du beurre, qui sont au nombre de 15. Et, enfin, les Européens à part entière qui ne pratiquent pas l'euro, emmenés par l'Anglais David Cameron, le porte-parole de la Perfide Albion. Le tout sous l'observation stressante des agences de notation qui ne lâchent rien. Ambiance...

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

Les Britanniques sonnent le rassemblement des Européens de l'Union non membres de la zone euro. Pas question, avertit David Cameron au nom de la Perfide Albion, que l'Allemagne et la France — dans la tête du chef du gouvernement britannique, il s'agit plus de Berlin que de Paris — dictent leurs conditions aux autres. Si sortie de crise doit y avoir, elle doit être consensuelle, prise en charge et acceptée par tous. Ceux de la zone euro et ceux qui n'en font pas partie.

Les Allemands ne voient pas les choses de la même façon. Ils disent tout haut ce qu'ils pensent des jérémiades anglaises. En gros et en termes peu diplomatiques ça donne ceci : «David Cameron peut aller voir ailleurs, peut-être qu'il découvrira l'eau chaude, le fil à couper le beurre et, surtout, le net refus allemand d'accorder un quelconque crédit à ses propos.»

Pour l'Allemagne — dans quelque temps elle deviendra, sans doute, le seul contributeur européen (dégradation des notes française, italienne, espagnole, portugaise et la quasi-faillite de la Grèce) — si Londres veut avoir droit à la parole décisionnelle, il n'a qu'à intégrer, avec armes et bagages, l'Euro. La zone euro (17 membres de l'Union européenne qui en compte 27) ne peut pas sortir seule de la tempête. Avec en son sein la Grèce (en cessation de paiement), l'Italie (au bord de l'asphyxie), la France (selon les observateurs de la chose financière, elle devrait, sous peu, perdre son triple A), l'Espagne (en état de délabrement avancé), le Portugal (ne sachant plus à quelle banque frapper) l'Irlande (dans un état similaire qui avait, vu, lors de la crise agraire d'il y a deux siècles le pays se vider et émigrer en masse vers les Etats-Unis). L'Euro ne se porte pas bien.

Lors du sommet du dimanche dernier, la chancelière Merkel et le président Sarkozy avaient failli en arriver à l'irréparable en apostrophant l'irrévérencieux Cameron. Les deux ont dit ses quatre vérités à l'Anglais, au Britannique, à ce «moitié Européen» qui donne le dos au continent en n'ayant d'yeux que pour l'Amérique.

Cette mise au point germano-française ne règle pas pour autant la grave crise que traverse l'Europe. Les Anglais pour calculateurs qu'ils soient et pour déloyaux qu'ils puissent être envers Bruxelles, n'ont pas tout à fait tort. D'un autre angle, les Allemands n'ont pas tout à fait raison. Pour apporter des solutions, il ne reste, à vrai dire, que les ex du Benelux (Belgique, Pays-Bas, Luxembourg) et l'Allemagne. Le Benelux, trop petit monétairement pour venir en aide aux faillites du Sud plus l'Irlande, reste en retrait et attend les indications allemandes. Berlin mettra encore de l'argent frais dans la cagnotte mais imposera des plans d'austérité draconiens. Risque majeur : le malade risque de mourir guéri. Berlin répète que c'est le prix, le seul, à payer. Hier, donc à Bruxelles, s'est ouvert un drôle de sommet. Un conciliabule à trois. L'Allemagne et la France dans le premier cercle de la zone euro, les huit autres de la monnaie unique mais qui comptent pour du beurre et les Européens non zonards, ceux qui sont en Union européenne et ne pratiquent pas l'euro, emmenés par le Royaume-Uni. Le conciliabule, stressant, se déroule sous l'observation cruelle et sans pitié des agences de notation, des marchés, des Bourses.

A. M.

LÉGISLATIVES ÉGYPTIENNES

Plus de 8 000 candidats

8 627 candidats et 862 listes ont été présentés pour l'élection des membres de l'Assemblée du peuple et du Conseil de la choura, prévue à partir du 28 novembre, a annoncé hier, Abdelmoez Ibrahim, président de la Commission électorale en Egypte.

M. Abdelmoez a précisé que 6 591 candidatures ont été présentées pour les sièges de députés à pourvoir au scrutin uninominal, et 590 listes pour les autres sièges. Concernant l'élection du Conseil de la choura, 2 036 candi-

dates individuels ont été enregistrés et 272 listes, a-t-il précisé. Ces premières élections législatives en Egypte depuis la chute du président

Hosni Moubarak commenceront le 28 novembre prochain, marquant le début d'un processus électoral de quatre mois au terme duquel l'armée promet le retour à un pouvoir civil, avec une élection présidentielle fin 2012 ou début 2013. Le scrutin pour les députés de l'Assemblée du peuple se déroulera sur trois tours, les 28 novembre, 14 décembre et 3 janvier, et cette Chambre se réunira pour la première fois le 17 mars. L'élection des

membres du Conseil de la choura se tiendra également sur trois tours, entre le 29 janvier et le 11 mars. Selon la loi électorale amendée, le nombre d'élus est passé de 504 à 498 pour l'Assemblée du peuple et de 390 à 270 pour le Conseil de la choura.

Le futur Parlement égyptien sera chargé de rédiger une nouvelle Constitution pour le pays. S'estimant victimes d'irrégularités et d'intimidations de la part du parti au pouvoir, les Frères musulmans avaient, comme le reste de l'opposition, boycotté le deuxième tour des élections de novembre.

ASSOCIATION NATIONALE DES MOUDJAHIDINE
DE L'ARMEMENT & DES LIAISONS GÉNÉRALES (AN-MALG)

CONDOLÉANCES

Le président et l'ensemble des membres de l'Association nationale M.A.L.G, très affectés par le décès du regretté **Touati Abdelkader**, retraité et ex-conseiller juridique au ministère des Moudjahidine, présentent à toute sa famille leurs sincères condoléances et l'assurent en cette pénible circonstance de leur profonde sympathie.

Que Dieu Tout-Puissant accorde au défunt Sa Sainte Miséricorde et l'accueille en Son Vaste Paradis.

«A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.»

SYRIE

Début de la réunion entre Assad et la délégation de la Ligue arabe

Le président syrien Bachar Al-Assad a débuté hier en milieu de journée une réunion avec une délégation ministérielle de la Ligue arabe venue engager une médiation entre le régime et l'opposition, a annoncé la télévision publique syrienne.

La commission ministérielle arabe, chargée de transmettre aux dirigeants syriens une initiative de la Ligue arabe, comprend le Qatar en qualité de président, les ministres des Affaires étrangères d'Algérie, du Soudan, d'Oman et d'Egypte, ainsi que le secrétaire général de la Ligue arabe, Nabil Al-Arabi.

La Ligue arabe avait appelé le 16 octobre à la tenue d'une «conférence de dialogue national» pour mettre fin aux violences et «éviter une intervention étrangère». Dans des déclarations publiées hier par le quotidien panarabe *Al-Hayat*, M. Arabi a exprimé «l'espoir que les dirigeants syriens accepteront cette initiative et entameront des réformes politiques véritables».

Selon l'ONU, la répression du mouvement de contestation contre le régime de Bachar Al-Assad a fait plus de 3 000 morts, en grande majorité des civils, depuis le 15 mars.